

des invalides de guerre, anciens combattant et victimes de guerre, faire appel à du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail, dans le respect des normes applicables à ces institutions.

§ 2. Le présent article entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Pensions,
A. VAN der BIEST

Le Secrétaire d'Etat aux victimes de la guerre,
P. MAINIL

Scellé du sceau de l'Etat,
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Hoge Raad voor oorlogsinvallden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, een beroep doen op personeel aangeworven onder een arbeids-overeenkomst en met inachtneming van de normen toepasbaar op die instellingen.

§ 2. Dit artikel treedt in werking op 1 juli 1989.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend-gemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Pensioenen,
A. VAN der BIEST

De Staatssecretaris voor de Oorlogsslachtoffers,
P. MAINIL

Met 's Lands zegel gezegeld,
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERE DES FINANCES, MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE ET MINISTERE DES CLASSES MOYENNES

F. 89 — 1164

7 JUIN 1989. — Loi portant des mesures en faveur des bénéficiaires du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de leurs ayants droit (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Octroi d'une rente viagère aux incorporés de force dans l'armée allemande et à leurs ayants droit*

Article 1er. § 1er. Il est institué une rente viagère en faveur des personnes qui bénéficient, pour une durée de six mois au moins, du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande, établi par la loi du 21 novembre 1974.

§ 2. Cette rente est proportionnelle au temps pour lequel les intéressés sont reconnus bénéficiaires de ce statut par une décision coulée en force de chose jugée des juridictions prévues par ladite loi.

Sont également pris en compte pour l'octroi et le calcul de la rente, les périodes durant lesquelles les intéressés ont séjourné dans un établissement hospitalier en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue par le fait de leur incorporation et qui sont, de ce chef, titulaires d'une pension d'invalidité accordée en vertu de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

(1) *Session 1988-1989.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 735/1. 16 mars 1989.

Annales parlementaires. — Rapport fait au nom de la Commission de la Santé publique par M. Gehlen, n° 735/2. 20 avril 1989. — Discussion et adoption. Séance du 27 avril 1989.

Sénat.

Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 677/2. 27 avril 1989.

Annales parlementaires. — Rapport fait au nom de la Commission des Finances par M. Wintgens, n° 677/2. 1er juin 1989. — Discussion et adoption. Séance du 1er juin 1989.

MINISTERIE VAN FINANCIËN, MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 89 — 1164

7 JUNI 1989. — Wet houdende maatregelen ten gunste van de personen die het statuut bezitten van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en hun rechthebbenden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toekenning van een levenslange rente aan de verplicht ingelijfden bij het Duitse leger en aan hun rechthebbenden*

Artikel 1. § 1. Er wordt een levenslange rente ingesteld ten behoeve van de personen die voor een duur van minstens zes maanden het statuut genieten van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger, ingesteld bij de wet van 21 november 1974.

§ 2. Deze rente is evenredig aan de tijd waarvoor de betrokkenen erkend zijn als begunstigde van dit statuut door een in kracht van gewijsde gegane beslissing van de door de voornoemde wet bedoelde rechtscollèges.

Worden eveneens in aanmerking genomen voor de toekenning en de berekening van de rente, de periodes gedurende welke de betrokkenen in een hospitaalinstelling hebben verbleven wegens een verwonding of een ziekte opgelopen door hun inlijving en die uit dien hoofde een invaliditeitspensioen genieten toegekend krachtens de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

(1) *Zitting 1988-1989.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 735/1. 16 maart 1989.

Parlementaire Handelingen. — Verslag namens de Commissie voor Volksgezondheid, uitgebracht door de heer Gehlen, nr. 735/2. 20 april 1989. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 april 1989.

Senaat.

Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 677/2. 27 april 1989.

Parlementaire Handelingen. — Verslag namens de Commissie voor Financiën, uitgebracht door de heer Wintgens, nr. 677/2. 1 juni 1989. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 juni 1989.

Seules les périodes comprises entre le 10 mai 1940 et le 28 février 1946 inclus entrent en ligne de compte pour l'octroi et le calcul de la rente.

§ 3. Le taux annuel de la rente est fixé à 540 francs par semestre entier compris dans le temps prévu au § 2.

En cas d'interruption, le semestre se compte par mois de trente jours.

Toutefois, lorsque le minimum de six mois est acquis, la période restant après la division en semestres entiers est comptée pour un semestre si elle comprend au moins nonante jours.

Art. 2. § 1er. La rente prévue à l'article 1er est octroyée à la personne qui en fait la demande au Ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions, en produisant à l'appui de cette demande une copie certifiée conforme de l'attestation visée à l'article 7 de la loi du 21 novembre 1974, ainsi que, le cas échéant, une attestation délivrée par le Ministre de la Santé publique ou par les autorités de tout établissement hospitalier, qui mentionne les dates entre lesquelles se situent les périodes d'hospitalisation visées à l'article 1er, § 2, alinéa 2.

§ 2. La rente prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite.

Art. 3. Il est institué une rente viagère en faveur des veuves dont le mari remplissait les conditions prévues à l'article 1er pour obtenir une rente calculée sur la base de deux semestres au moins.

Toutefois les veuves ne peuvent obtenir cette rente que si le mariage avec l'incorporé de force a été contracté avant le 1er juillet 1961.

Art. 4. Les femmes divorcées, quelle que soit la disposition légale sur la base de laquelle leur divorce a été prononcé, ainsi que les veuves séparées de corps à la requête du mari, ne peuvent prétendre à la rente.

La veuve qui contracte un nouveau mariage perd définitivement ses droits à la rente.

Art. 5. § 1er. Pour autant qu'ils soient orphelins de père et de mère, peuvent prétendre à une rente les enfants des personnes qui remplissent les conditions exigées à l'article 3 dans le chef du mari pour ouvrir un droit à la rente au profit de la veuve.

La rente est accordée conjointement aux orphelins qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans et est payée jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint cet âge.

§ 2. Pour l'application du présent article, sont considérés :

1° comme orphelins de père : les enfants dont la filiation paternelle n'est pas établie;

2° comme orphelins de mère :

a) les enfants dont la filiation maternelle n'est pas établie;

b) les enfants dont la mère, en raison des dispositions des articles 4 ou 11, n'a pas ou n'a plus droit à la rente.

§ 3. Aucune rente d'orphelin ne peut être octroyée tant que des droits à rente existent en faveur d'une veuve.

§ 4. Aucun droit n'est ouvert aux enfants dont la mère ne peut prétendre à la rente parce que son mariage a été contracté postérieurement à la date fixée à l'article 3, alinéa 2.

Art. 6. La rente peut être octroyée à l'épouse ou aux enfants des personnes visées à l'article 1er, qui ont fait l'objet d'un jugement de déclaration d'absence.

Eventuellement, il est mis fin au paiement de la rente à partir du premier jour du trimestre suivant la date à laquelle l'absent reparait ou à laquelle son existence est prouvée. Dans ce cas, le paiement de la rente qui avait été suspendu par suite de l'absence, est repris à cette même date, sans rappel pour les termes échus.

Art. 7. Le taux annuel de la rente accordée aux veuves et aux orphelins est fixé à 216 francs par semestre entier compris dans le temps prévu à l'article 1er, § 2.

Art. 8. § 1er. La rente prévue en faveur de la veuve et des orphelins est accordée à la personne qui en fait la demande au Ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions.

§ 2. La qualité d'ayant droit doit, suivant le cas, résulter de l'une ou de plusieurs pièces reprises ci-après :

1° les documents prévus à l'article 2, § 1er;

2° un extrait d'acte de naissance;

3° un extrait d'acte de mariage;

4° un extrait d'acte de décès.

Enkel de periodes tussen 10 mei 1940 en 28 februari 1946, beide data inbegrepen, komen in aanmerking voor de toekenning en de berekening van de rente.

§ 3. Het jaarlijks bedrag van de rente wordt vastgesteld op 540 frank per volledig semester dat begrepen is in de bij § 2 bedoelde tijd.

In geval van onderbreking wordt het semester per maand van dertig dagen berekend.

Wanneer het minimum van zes maanden bereikt is, wordt de periode die na verdeling in gehele semesters overblijft, nochtans voor een semester gerekend, indien zij ten minste negentig dagen telt.

Art. 2. § 1. De in artikel 1 bedoelde rente wordt toegekend aan degene die, hiertoe een aanvraag richt aan de Minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, en tot staving van deze aanvraag een voor eensluidend verklaard afschrift van het in artikel 7 van de wet van 21 november 1974 bedoeld attest voorlegt, evenals, in voorkomend geval, een attest afgeleverd door de Minister van Volksgezondheid of door het bestuur van een hospitaalrichting, dat de data vermeldt tussen welke de in artikel 1, § 2, 2e lid, bedoelde hospitalisatieperiodes gesitueerd zijn.

§ 2. De rente gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke de aanvraag werd ingediend.

Art. 3. Er wordt een levenslange rente ingesteld ten behoeve van de weduwen wier echtgenoot de in artikel 1 bedoelde voorwaarden vervulde om een rente te bekomen berekend op basis van minstens twee semesters.

De weduwen kunnen deze rente echter slechts bekomen indien hun huwelijk met de verplicht ingelijfde aangegaan werd vóór 1 juli 1961.

Art. 4. De uit de echt gescheiden vrouwen, welke ook de wettelijke bepaling is op grond waarvan hun echtscheiding uitgesproken werd, alsook de op eis van de echtgenoot van tafel en bed gescheiden weduwen, kunnen geen aanspraak maken op de rente.

De weduwe die een nieuw huwelijk aangaat verliest definitief haar rechten op de rente.

Art. 5. § 1. Kunnen aanspraak maken op een rente, voor zover ze volle wezen zijn, de kinderen van de personen die de voorwaarden vervullen welke door artikel 3 in hoofde van de echtgenoot worden gesteld voor de opening van het recht op de rente ten voordele van de weduwe.

De rente wordt gezamenlijk toegekend aan de wezen die de leeftijd van 18 jaar niet hebben bereikt en wordt betaald tot de jongste van hen deze leeftijd zal hebben bereikt.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel, worden beschouwd :

1° als vaderloze wezen : de kinderen wier afstamming van vaderszijde niet bewezen is;

2° als moederloze wezen :

a) de kinderen wier afstamming van moederszijde niet bewezen is;

b) de kinderen wier moeder, ingevolge de bepalingen van de artikelen 4 of 11, geen recht op de rente heeft of er geen recht meer op heeft.

§ 3. Geen wezenrente mag worden toegekend zolang er rechten op een rente ten gunste van een weduwe bestaan.

§ 4. Geen recht wordt geopend voor de kinderen wier moeder geen aanspraak op de rente kan maken omdat haar huwelijk na de in artikel 3, 2e lid, vastgestelde datum werd aangegaan.

Art. 6. De rente mag toegekend worden aan de echtgenote of aan de kinderen van de in artikel 1 bedoelde personen ten aanzien van wie een vonnis van verklaring van afwezigheid is uitgesproken.

Eventueel wordt aan de betaling van de rente een einde gemaakt vanaf de eerste dag van het burgerlijk kwartaal volgend op de datum waarop de afwezige terugkomt of waarop het bewijs van zijn bestaan wordt geleverd. In dit geval wordt de betaling van de rente, die ingevolge de afwezigheid werd geschorst, op diezelfde datum hervat zonder navordering van de vervallen termijnen.

Art. 7. Het jaarlijks bedrag van de aan de weduwen en wezen toegekende rente wordt vastgesteld op 216 frank per volledig semester dat begrepen is in de bij artikel 1, § 2, bedoelde tijd.

Art. 8. § 1. De ten behoeve van de weduwe en de wezen ingestelde rente wordt toegekend aan degene die hiertoe een aanvraag richt aan de Minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. De hoedanigheid van rechthebbende moet, naargelang van het geval, blijken uit één of meer van de hiernavermelde bescheiden :

1° de documenten bedoeld bij artikel 2, § 1;

2° een uittreksel uit de geboorteakte;

3° een uittreksel uit de huwelijksakte;

4° een uittreksel uit de overlijdensakte.

Art. 9. La rente des veuves et des orphelins prend cours :

a) le premier jour du trimestre civil suivant, selon le cas, le décès de l'incorporé de force ou le décès de la veuve, pour autant que la demande soit introduite avant l'expiration du troisième mois suivant celui du décès;

b) le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite dans tous les autres cas; toutefois, lorsqu'une veuve vient à perdre ses droits à rente par application des articles 4, alinéa 2, ou 11, la rente de l'orphelin prend cours au plus tôt le premier jour du trimestre civil suivant celui durant lequel la rente de la veuve a cessé d'être due.

Art. 10. Les rentes instaurées par la présente loi ne sont accordées qu'aux Belges.

Cette qualité doit exister :

a) dans le chef de l'incorporé de force, au moment de la demande de rente ou, s'il est décédé sans avoir introduit de demande, au moment de son décès;

b) dans le chef de la veuve ou de l'orphelin, tant au moment du décès de l'incorporé de force qu'au moment de leur demande de rente.

Art. 11. Les dispositions des articles 53, §§ 1er et 3 et 54, § 3, des lois coordonnées sur les pensions de réparation, sont applicables aux rentes instaurées par la présente loi.

Art. 12. Le droit à la rente est justifié envers la Cour des comptes au moyen de bordereaux appuyés des documents prévus aux articles 2 et 8.

Art. 13. Le paiement des rentes est assuré par la Caisse nationale des pensions de la guerre, suivant les modalités de paiement, d'incessibilité et d'insaisissabilité qui régissent les pensions de réparation.

La rente est payée anticipativement par trimestre. Elle est acquise par mois : toutefois, le terme entier demeure acquis si le paiement a été effectué.

Par dérogation à l'alinéa 2, les dispositions de l'article 25 de la loi du 3 juin 1982 insérant de nouvelles dispositions dans la législation relative aux victimes de la guerre, s'appliquent aux rentes dont le montant annuel, compte non tenu de sa liaison à l'indice des prix à la consommation, est inférieur à 1 100 francs.

Art. 14. Les taux des rentes instituées par la présente loi sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Ils sont rattachés à l'indice-pivot 114,20.

Art. 15. Par dérogation aux articles 2 et 9, la rente prend cours à la date prévue à l'article 25, § 1er, si la demande de rente est introduite avant l'expiration du troisième mois suivant celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*. Toutefois, s'il s'agit d'une rente de veuve ou d'orphelin, elle ne peut prendre cours avant le premier jour du mois qui suit celui du décès de la personne qui ouvre le droit à rente.

CHAPITRE II

Dispositions relatives au régime de pension du secteur public

Art. 16. Le présent chapitre s'applique aux bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit, qui sont titulaires d'une pension de retraite ou d'une pension de survie à charge :

a) du Trésor public;

b) des organismes auxquels s'applique l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut du personnel des établissements publics autonomes et des régies institués par l'Etat;

c) de la Régie des Postes;

d) de la Régie des transports maritimes;

e) des organismes auxquels la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit est applicable.

Art. 17. La durée du service accompli dans l'armée allemande ou de l'éloignement du foyer, à la suite de l'incorporation de force, telle qu'elle a été constatée en application de l'article 6, § 3 de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit, est admissible pour l'octroi et le

Art. 9. De weduwen- en wezenrente gaat in :

a) op de eerste dag van het burgerlijk kwartaal volgend op, naargelang van het geval, het overlijden van de verplicht ingelijfde of het overlijden van de weduwe, voor zover de aanvraag voor het einde van de derde maand volgend op die van het overlijden ingediend wordt;

b) op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke de aanvraag werd ingediend, in al de andere gevallen; indien een weduwe in toepassing van de artikelen 4, 2de lid, of 11, haar rechten op de rente komt te verliezen, gaat de wezenrente evenwel ten vroegste in op de eerste dag van het burgerlijk kwartaal volgend op dat tijdens hetwelk de weduwenrente niet meer verschuldigd is.

Art. 10. De bij deze wet ingestelde renten worden slechts toegekend aan Belgen.

Deze hoedanigheid dient te bestaan :

a) in hoofde van de verplicht ingelijfde op het ogenblik van de renteaanvraag of, indien hij overleden is zonder een aanvraag te hebben ingediend, op het ogenblik van zijn overlijden;

b) in hoofde van de weduwe of de wees, zowel op het ogenblik van het overlijden van de verplicht ingelijfde als op het ogenblik van hun renteaanvraag.

Art. 11. De bepalingen van de artikelen 53, §§ 1 en 3 en 54, § 3, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen zijn van toepassing op de bij deze wet ingestelde renten.

Art. 12. Het recht op de rente wordt tegenover het Rekenhof gerechtvaardigd door middel van borderellen, gestaafd door de documenten waarvan sprake in de artikelen 2 en 8.

Art. 13. De uitbetaling van de renten wordt verzekerd door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen overeenkomstig de modaliteiten van uitbetaling, onafstaanbaarheid en onvatbaarheid voor beslag, waaraan de vergoedingspensioenen onderworpen zijn.

De rente wordt vooraf per kalenderkwartaal betaald. Ze wordt verworven per maand : de volle termijn blijft evenwel verworven, indien de uitbetaling geschiedt is.

In afwijking van het 2e lid zijn de bepalingen van artikel 25 van de wet van 3 juni 1982 tot inlassing van nieuwe beschikkingen in de wetgeving betreffende de oorlogsslachtoffers toepasselijk op de renten waarvan het jaarlijks bedrag, afgezien van de koppeling ervan aan het indexcijfer der consumptieprijzen, lager is dan 1 100 frank.

Art. 14. De bij deze wet ingestelde rentebedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Ze zijn gekoppeld aan de spilindex 114,20.

Art. 15. In afwijking van de artikelen 2 en 9 gaat de rente in op de in artikel 25, § 1 bepaalde datum indien de renteaanvraag ingediend wordt voor het einde van de derde maand volgend op die gedurende welke deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. Indien het een weduwen- of wezenrente betreft, kan ze echter niet ingaan voor de eerste dag van de maand volgend op die van het overlijden van degene die het recht op de rente opent.

HOOFDSTUK II

Bepalingen betreffende de pensioenregeling van de openbare sector

Art. 16. Dit hoofdstuk is van toepassing op de begunstigen van de wet van 21 november 1974 houdende het statuut van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en zijn rechthebbenden, alsook op hun rechthebbenden, die gerechtigd zijn op een rustpensioen of een overlevingspensioen ten laste van :

a) de Openbare Schatkist;

b) de instellingen waarop het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, van toepassing is;

c) de Regie der Posterijen;

d) de Regie voor Maritiem Transport;

e) de instellingen waarop de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, van toepassing is.

Art. 17. De duur van de dienst bij het Duitse leger of van de verwijdering uit het gezin ten gevolge van de verplichte inlijving, zoals die is vastgesteld overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 21 november 1974 houdende statuut van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en zijn rechthebbenden, komt in aanmerking voor

calcul des pensions de retraite et pour le calcul des pensions de survie, visées à l'article 16 pour autant que le titulaire de ce statut soit entré en service avant le 1^{er} août 1955 ou que des services coloniaux susceptibles d'être pris en considération pour l'octroi ou le calcul de sa pension métropolitaine aient débuté avant cette date.

Pour le calcul de ces pensions de retraite, ce temps est supputé à raison, par année, de 1/60 du traitement moyen qui sert de base à leur liquidation. Ce temps est compté double pour la partie se terminant au plus tard le 30 septembre 1945.

La bonification résultant de ce doublement est ajoutée, le cas échéant, aux périodes de service dont la supputation est régie par l'article 74 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Elle peut produire ses effets dans la limite extrême des 9/10 du traitement moyen servant de base au calcul des pensions.

Le bénéfice du présent article n'est pas accordé si le temps à prendre en considération a déjà procuré aux intéressés un avantage au moins égal à celui qui découlerait de l'application du présent chapitre.

Art. 18. Les pensions de retraite et de survie en cours au 31 décembre 1987 sont révisées à la demande de leurs bénéficiaires, compte tenu des dispositions de l'article 17.

La demande de révision doit être introduite par lettre recommandée adressée au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions.

La révision produit ses effets :

- le 1^{er} janvier 1988 pour autant que la demande soit introduite avant l'expiration du troisième mois suivant celui de la publication de la présente loi;
- le premier jour du mois suivant la date de l'introduction de la demande si elle est postérieure au délai précité.

La révision est opérée selon les modalités définies ci-après :

a) s'il s'agit d'une pension de retraite, le montant nominal en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée est multiplié par le rapport existant entre le montant nominal que la pension aurait atteint initialement si elle avait été établie compte tenu des dispositions de l'article 17, et le montant nominal initial;

b) s'il s'agit d'une pension de conjoint survivant, le montant nominal en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée, et abstraction faite d'éventuels accroissements du chef d'enfants, est multiplié par le rapport existant entre le pourcentage qui aurait servi à la fixation du montant nominal initial de la pension s'il avait été fait application de l'article 17, et le pourcentage ayant servi à la fixation du montant nominal initial;

c) s'il s'agit d'une pension d'orphelin, le montant nominal de la pension de conjoint survivant théorique qui sert de base à son calcul, en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée et abstraction faite d'éventuels accroissements accordés pour le quatrième orphelin et les suivants, est multiplié par le rapport existant entre le pourcentage qui aurait servi à la fixation du montant nominal initial de ladite pension théorique s'il avait été fait application de l'article 17, et le pourcentage ayant servi à la fixation dudit montant nominal initial.

Les rapports prévus à l'alinéa qui précède sont établis jusqu'à la quatrième décimale inclusivement. Pour leur détermination, il est tenu compte, le cas échéant, des modifications de la durée des services admissibles survenues entre la date de prise de cours de la pension et celle à laquelle la révision est effectuée.

CHAPITRE III

Dispositions relatives au régime de pension des travailleurs salariés

Art. 19. Le présent chapitre s'applique aux bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit, qui sont titulaires d'une pension de retraite allouée en application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Art. 20. Le bénéfice des dispositions des arrêtés royaux des 27 juin 1969 et 28 mai 1976 fixant les conditions dans lesquelles certains bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée et non réduite de travailleur salarié, rendues applicables aux bénéficiaires de la loi

de toekenning en de berekening van de rustpensioenen en voor de berekening van de overlevingspensioenen, bedoeld in artikel 16, op voorwaarde dat de gerechtigde op dit statuut voor 1 augustus 1955 in dienst is getreden of dat de koloniale diensten die kunnen meetellen voor de toekenning of de berekening van zijn moederlands pensioen, voor deze datum aangevat werden.

Voor de berekening van deze rustpensioenen wordt deze tijd aangerekend naar rato, per jaar, van 1/60 van de gemiddelde wedde die als grondslag dient voor hun vereffening. Deze tijd wordt dubbel geteld voor het gedeelte dat ten laatste op 30 september 1945 eindigt.

De bonificatie die voortvloeit uit deze verdubbeling wordt, in voorkomend geval, toegevoegd aan de dienstperioden waarvan de aanrekening geregeld wordt door artikel 74 van de samengeoördene wetten op de militaire pensioenen. Zij kan uitwerking hebben tot de uiterstegrens der 9/10 van de gemiddelde wedde die als basis dient voor de berekening van de pensioenen.

Het voordeel van dit artikel wordt niet toegekend indien de in aanmerking te nemen tijd reeds aan de betrokkenen een voordeel heeft opgeleverd dat tenminste gelijk is aan datgene dat uit de toepassing van dit hoofdstuk zou volgen.

Art. 18. De op 31 december 1987 lopende rust- en overlevingspensioenen worden op aanvraag van de gerechtigden herzien met inachtneming van de bepalingen van artikel 17.

De aanvraag tot herziening moet ingediend worden per aangetekend schrijven, gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort.

De herziening heeft uitwerking :

- op 1 januari 1988 voor zover de aanvraag ingediend werd voor het verstrijken van de derde maand die volgt op de maand van de bekendmaking van deze wet;
- op de eerste dag van de maand volgend op de datum van de indiening van de aanvraag, indien deze zich na de voormelde termijn situeert.

De herziening wordt uitgevoerd volgens de hierna omschreven modaliteiten :

a) indien het een rustpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag van kracht op de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het nominale bedrag dat het pensioen aanvankelijk zou bereikt hebben, indien het zou vastgesteld zijn rekening houdend met de bepalingen van artikel 17, en het oorspronkelijke nominale bedrag;

b) indien het een pensioen van langstlevende echtgenoot betreft, dan wordt het nominale bedrag van kracht op de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, en afgezien van eventuele verhogingen uit hoofde van het bestaan van kinderen, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale pensioenbedrag zou hebben gediend, indien artikel 17 van toepassing zou geweest zijn, en het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag heeft gediend;

c) indien het een wezenpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag van het theoretisch pensioen van langstlevende echtgenoot dat dient tot grondslag van de berekening ervan dat van kracht is op de datum waarop de herziening dient uitgevoerd en afgezien van eventuele verhogingen voor de vierde en volgende wezen, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag van dit theoretisch pensioen zou hebben gediend, indien artikel 17 van toepassing zou zijn geweest, en het percentage dat voor de vaststelling van dit oorspronkelijke nominale bedrag heeft gediend.

De in het voorgaande lid bedoelde verhoudingen worden vastgesteld tot en met de vierde decimaal. Om ze te bepalen wordt er in voorkomend geval rekening gehouden met de wijzigingen in de duur der in aanmerking te nemen diensten, die tussen de ingangsdatum van het pensioen en die waarop de herziening is uitgevoerd, hebben plaatsgevonden.

HOOFDSTUK III

Bepalingen betreffende de pensioenregeling voor werknemers

Art. 19. Dit hoofdstuk is van toepassing op de begunstigten van de wet van 21 november 1974 houdende het statuut van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en zijn rechthebbers, die gerechtigd zijn op een rustpensioen toegekend bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Art. 20. Het voordeel van de bepalingen van de koninklijke besluiten van 27 juni 1969 en 28 mei 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige begunstigten met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd niet-verminderd rustpensioen als werknemer, van toepas-

du 21 novembre 1974 portant statut de résistant au nazisme dans les régions annexées par les articles 1 et 2, 1^o de l'arrêté royal du 9 novembre 1982, est étendu aux bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit.

Art. 21. § 1^{er}. Les dispositions du présent chapitre sont appliquées d'office par l'Office national des pensions aux personnes dont les droits à pension doivent encore faire l'objet d'une décision administrative à la date de la publication au *Moniteur belge* de la présente loi.

§ 2. Pour obtenir l'application du présent chapitre, les personnes autres que celles visées au § 1^{er}, doivent introduire une demande selon les modalités prescrites par le chapitre II de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

CHAPITRE IV

Dispositions relatives au régime de pension des travailleurs indépendants

Art. 22. Le présent chapitre s'applique aux bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit, qui sont titulaires d'une pension de retraite allouée en application de l'arrêté royal n^o 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Art. 23. Le bénéfice des dispositions des arrêtés royaux des 26 juin 1969 et 26 mai 1976 fixant les conditions dans lesquelles certains bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée et non réduite en qualité de travailleur indépendant, rendues applicables aux bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de résistant au nazisme dans les régions annexées par les articles 1 et 2 de l'arrêté royal du 9 novembre 1982, est étendu aux bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit.

Art. 24. § 1^{er}. Les dispositions du présent chapitre sont appliquées d'office par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants aux personnes dont les droits à la pension doivent encore faire l'objet d'une décision administrative à la date de publication au *Moniteur belge* de la présente loi.

§ 2. Pour obtenir l'application du présent chapitre, les personnes autres que celles visées au § 1^{er} doivent introduire une demande selon les modalités prescrites par la section 8 du chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

CHAPITRE V. — *Disposition commune*

Art. 25. § 1^{er}. Le chapitre I^{er} produit ses effets le 1^{er} janvier 1989.

§ 2. Les chapitres II à IV produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1988.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

- Le Ministre des Pensions,

A. VAN DER BIEST

Le Secrétaire d'Etat aux Victimes de la guerre,

P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Mme L. DETIEGE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

sing verklaard op de begunstigden van de wet van 21 november 1974 houdende statuut van weerstander tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden door de artikelen 1 en 2, 1^o van het koninklijk besluit van 9 november 1982, wordt uitgebreid tot de begunstigden van de wet van 21 november 1974 houdende statuut van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en zijn rechthebbenden.

Art. 21. § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk worden door de Rijksdienst voor pensioenen ambtshalve toegepast ten gunste van de personen wier pensioenrechten nog het voorwerp moeten uitmaken van een administratieve beslissing op de datum van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Om de toepassing van dit hoofdstuk te verkrijgen, moeten de personen die niet in § 1 zijn beoogd, een aanvraag indienen volgens de modaliteiten bepaald in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

HOOFDSTUK IV

Bepalingen betreffende de pensioenregeling der zelfstandigen

Art. 22. Dit hoofdstuk is van toepassing op de begunstigden van de wet van 21 november 1974 houdende het statuut van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en zijn rechthebbenden, die gerechtigd zijn op een rustpensioen toegerekend bij toepassing van het koninklijk besluit n^o 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Art. 23. Het voordeel van de bepalingen van de koninklijke besluiten van 26 juni 1969 en 26 mei 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waarin sommige begunstigden met een statuut van nationale erkentelijkheid kunnen aanspraak maken op een vervroegd niet-vernederd rustpensioen als zelfstandige, van toepassing verklaard op de begunstigden van de wet van 21 november 1974 houdende statuut van weerstander tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden door de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 9 november 1982, wordt uitgebreid tot de begunstigden van de wet van 21 november 1974 houdende statuut van de verplicht ingelijfde bij het Duitse leger en zijn rechthebbenden.

Art. 24. § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk worden door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen ambtshalve toegepast ten gunste van de personen wier pensioenrechten nog het voorwerp moeten uitmaken van een administratieve beslissing op de datum van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Om de toepassing van dit hoofdstuk te verkrijgen, moeten de personen die niet in § 1 zijn beoogd, een aanvraag indienen volgens de modaliteiten bepaald in hoofdstuk I, afdeling 8, van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 25. § 1. Hoofdstuk I heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

§ 2. De hoofdstukken II tot IV hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1988.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Pensioenen,

A. VAN DER BIEST

De Staatssecretaris voor de Oorlogsslachtoffers,

P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

Mevr. L. DETIEGE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET